

REPUBLIQUE DU BURUNDI
FORCES NATIONALES DE LIBERATION



URUGANO BURUNDI

CABINET DU PRESIDENT

N/REF.186./FNL/PRES/2016

**Communiqué de presse du Chef de l'Opposition Politique Extraparlementaire
du Burundi concernant le rapport des Nations Unies sur les Droits de l'Homme
au Burundi.**

Au nom de l'Opposition Politique Extraparlementaire du Burundi et au nom du Parti FNL, Parti ayant participé aux dernières élections générales de 2015, nous sommes étonnés et révoltés par les conclusions erronées des experts des Nations Unies sur les droits de l'homme au Burundi, dans leur récent rapport pour la période allant d'avril 2015 à juin 2016.

En effet, les différents représentants sur place, des envoyés spéciaux et autres experts de l'organisation des Nations Unies que nous rencontrons régulièrement au Burundi, sont bien au courant de la situation réelle qui prévaut dans notre pays, et ont une position assez différente de celle présentée par ces fameux experts des Nations Unies sur les droits de l'homme.

Visiblement, au lieu d'écouter toutes les parties, afin d'avoir des données crédibles, ces experts se contentent globalement de rapporter les seules vues de l'opposition radicale et de quelques organisations de la société civile qui lui sont très proches. Or, au Burundi, on dénombre beaucoup d'autres organisations de la société civile ayant une vision autre que celle des deux ou trois associations basées à l'extérieur, l'avis d'un ou de deux responsables de confessions religieuses ne devrait pas être considéré comme celui de toutes les confessions du pays, la position des seuls médias proches de l'opposition radicale ne devrait pas occulter celle de tous les autres médias.

Bref, il s'agit d'un rapport complètement biaisé et qui manque cruellement de neutralité. A le lire, on devine que ses auteurs avaient un objectif autre que celui recherché par l'institution, l'ONU qui les a mandatés. Dès lors, nous ne pouvons que nous inscrire en faux contre ce genre de rapport.

Ainsi, par exemple, dans leurs conclusions, ces experts ne disent aucun mot sur: les assassinats des responsables des services de sécurité, les généraux NSHIMIRIMANA Adolphe, KARARUZA Athanase, le colonel IKURAKURE Darius et beaucoup d'autres, alors que des groupes armés les ont revendiqué. Il en est de même des grenades lancées dans le marché dit chez SIYONI, dans l'ancien marché central et ailleurs contre des commerçants et populations innocentes. En plus du fait que ces actes inadmissibles ont été souvent revendiqués, il ne faut même pas être expert, pour se rendre compte que ces actes ont été commis par des insurgés et leurs commanditaires de l'opposition radicale.

Ce rapport est complètement muet sur le sort réservé aux habitants des quartiers contestataires principalement, MUSAGA, CIBITOKÉ, MUTAKURA, qui ont refusé de suivre les insurgés dans leur violence. Ces habitants ont dû fuir ces insurgés, tandis que d'autres ont été carrément massacrés, pour faire endosser le crime aux services de sécurité. Ce rapport est encore plus muet concernant une des fosses communes découverte à MUTAKURA, et dont il est aujourd'hui établi que les cadavres sont celles des personnes justement tuées par ces mêmes insurgés et leurs groupes armés.

Ce rapport passe enfin sous silence le constat des envoyés de l'ONU qui sont allés rencontrer le Chef de l'Etat à l'intérieur du pays, et qui ont pu se rendre compte de la situation sécuritaire sur place. Ils ont agi comme s'ils avaient pour consigne d'escamoter la vérité et de ne signaler que des faits incriminant, bien souvent sans preuves, les forces de sécurité.

Face à un tel constat d'extrême partialité, le Chef de l'Opposition Extraparlementaire demande à Son Excellence, le Secrétaire Général des Nations Unies, personnalité d'une grande sagesse, ayant déjà montré sa grande implication pour la paix au Burundi, de ne pas considérer les conclusions de cette fautive enquête, de s'enquérir plutôt des visées réelles des auteurs de l'enquête, de demander des éclaircissements et de sanctionner, le cas échéant, les rédacteurs de telles conclusions. Celles ci sont de nature à semer la division et des troubles dans notre pays, alors que la majorité de Burundais aspire à la paix.

En conclusion, nous demandons, avec insistance, au Secrétaire Général des Nations Unies, de désigner d'urgence, une nouvelle équipe neutre, capable de lui faire un rapport crédible sur la situation réelle qui prévaut actuellement au Burundi.

Fait à Bujumbura, le 25 Septembre 2016

Jacques BIGIRIMANA

Le chef de l'Opposition Politique Extraparlementaire
au Burundi et Président du Parti FNL

P. O. N. République du Burundi
Secrétariat Général
du
Jeanne
Secrétariat Général
des Forces Nationales de Libération